

L'UQAM

Vol. XXV N°7, 7 décembre 1998

Université du Québec à Montréal

3 Forêts anciennes à conserver

4 Cours virtuel sur le roman québécois

5 Financement accru pour l'ISM

8



Borduas photographe

Serge «Indiana» Lebel

Sur la piste de l'Homme de Néandertal

Pendant que certains en sont encore à planifier leurs vacances hivernales, Serge Lebel, professeur associé au département des sciences de la terre, songe déjà à l'été prochain et à l'importante mission qui l'attend. C'est que le préhistorien n'a de cesse de retourner explorer le site du Bau de l'Aubésier, un vaste abri sous roche situé dans le Sud-Est de la France, où l'équipe internationale d'archéologues qu'il dirige a mis à jour, notamment, un espace d'habitation et des foyers de combustion vieux de plus de 200 000 ans! Bien que désireux de pouvoir pousser encore plus loin ses investigations au fond de l'abri, le professeur Lebel, dans l'intervalle, a largement de quoi s'occuper. Fait rarissime dans le domaine de l'archéologie, il a obtenu de la France l'autorisation de sortir du matériel, lequel se retrouve ici, à l'UQAM, pour des fins d'analyse. Il s'agit en fait de vestiges étonnants

(pierres et os taillés, fragments osseux de grands mammifères, dents de Néandertaliens, sols noirs indiquant une forte élévation thermique, etc.) qui, selon toute vraisemblance, devraient permettre d'en apprendre davantage sur cet être méconnu qu'est l'Homme de Néandertal¹.

Néandertal?

Pas si bête que ça!

Les résultats des fouilles réalisées par M. Lebel et son équipe sur le site du Bau de l'Aubésier tendent à suggérer que l'Homme de Néandertal, aurait eu des comportements «problématiques» par rapport à la représentation archéologique qui a longtemps prévalu à son sujet. Ainsi, de souligner M. Lebel, on pensait que les Néandertaliens étaient essentiellement nomades, ne maîtrisaient le feu que de façon élémentaire, possédaient un outillage plutôt rudimentaire, n'étaient

Voir Néandertal en page 7



Étudiants participant à l'École de fouilles de l'UQAM sur le site du Bau de l'Aubésier (France).

«L'histoire doit contribuer à démasquer l'ignorance»

Jean-Claude Robert,
médaillé de la Société royale du Canada

La Société royale du Canada vient de décerner sa Médaille d'histoire J. B. Tyrrel à M. Jean-Claude Robert de l'UQAM pour ses travaux émérites en histoire du Canada. Huit autres personnalités ont reçu de telles distinctions qui visent à reconnaître les réalisations exceptionnelles de Canadiens oeuvrant dans les domaines des sciences sociales, des sciences humaines, des sciences pures et des sciences appliquées.

Donner du sens au monde

Jean-Claude Robert est un spécialiste de l'histoire économique et sociale du Canada au XIX^e siècle. Cette période, qui fut le théâtre de grandes transformations (industrialisation, urbanisation, migrations de populations, etc.), représente, selon lui, «la mise en place de notre présent». Car, si le professeur Robert s'est intéressé à cette discipline qu'est l'histoire, c'est parce qu'elle permet de donner du sens au monde dans lequel on vit, de faire la généalogie du



M. Jean-Claude Robert, professeur au département d'histoire.

présent. «On est toujours l'héritier de quelque chose. Si on réussit à saisir les situations complexes du passé, ça peut nous aider à comprendre nos motivations actuelles. Comme le disait un de

mes anciens professeurs, les sciences humaines ça sert à ne pas être dupe. Et en ce sens, l'histoire peut contribuer à démasquer l'ignorance».

C'est d'ailleurs un peu pour toutes ces raisons qu'il considère que l'enseignement de l'histoire devrait occuper une plus grande place dans notre système d'éducation, du primaire à l'université. De même, il estime que notre rapport à l'histoire demeure

encore trop superficiel. «Il y a une sorte d'engouement pour les artefacts de l'histoire ou encore pour les nombreuses commémorations des grands

Voir J-Claude Robert en page 7

Lutte contre les gaz à effet de serre

Une équipe de chercheurs, sous la direction de M. José Prades du Groupe de recherche interdisciplinaire en gestion de l'environnement (GREIGE-UQAM) et des professeurs Jean-Philippe Waaub (UQAM) et Richard Loulou (McGill), vient de faire paraître aux Presses de l'Université du Québec *Stratégies de gestion des gaz à effet de serre: le cas des transports urbains*. Cet ouvrage constitue l'aboutissement d'un vaste travail de recherche entrepris depuis 1994 et financé par plusieurs ministères fédéraux et provinciaux¹ qui ont attribué près d'un million de dollars. Selon les auteurs de l'étude, l'automobile conventionnelle serait la principale responsable des émissions de gaz à effet de serre au Québec.

Un problème grave et urgent

Dès le début des années 90, l'*International Panel on Climate Change* (IPCC) concluait que l'augmentation des concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre en-

traînerait un réchauffement planétaire. Si ces concentrations continuent de s'accroître, elles pourraient provoquer des bouleversements dans le système climatique et, par conséquent, dans ceux qui sont vitaux pour le bien-être humain. Les écosystèmes terrestres et aquatiques, la santé humaine, ainsi que les systèmes socio-économiques, sont tous sensibles à l'ampleur et à la vitesse des changements climatiques. «Si on ne fait rien, soutient M. Prades, les effets risquent d'être néfastes et surtout irréversibles dans 25 ans».

Une démarche originale

L'étude propose des stratégies de gestion qui contribueront à réduire les émissions de gaz sur le territoire Québécois² au-delà de l'an 2000, et ce dans une perspective d'aide à la décision pour les gouvernements. Bien que tout le système énergétique du Québec ait été considéré, une attention particulière a été accordée aux solutions en matière de transport terrestre

Voir Effet de serre en page 7

Médaille de l'UQAM à Richard Guay

Le Conseil d'administration de l'Université a remis récemment la Médaille de l'UQAM à M. Richard Guay, vice-président exécutif des services financiers aux entreprises de la Banque Laurentienne, afin de souligner le caractère exceptionnel de sa contribution au développement de l'Université et de sa Fondation. Cette dernière a également tenu à rendre hommage à M. Guay en lui remettant le chandail du joueur le plus utile à son équipe. Ce témoignage symbolique s'ajoute ainsi à la reconnaissance officielle qu'il a obtenue de l'UQAM.

M. Guay a contribué à la poursuite des objectifs de l'Université à divers titres: il est à la fois vice-président de la Fondation de l'UQAM, bénévole actif au sein de ses campagnes de financement depuis 1987 et membre de l'Association des diplômés en sciences de la gestion. Diplômé en administration de l'UQAM en 1972, M. Guay œuvre dans le domaine financier depuis près de 20 ans.



M. Richard Guay, vice-président de la Fondation de l'UQAM.

Prochain rendez-vous en janvier

Les membres de la rédaction: Claude Gauvreau, Michèle Leroux, Céline Séguin et Claire Boulerice; le graphiste, Pierre Faucher; les photographes: Jean A. Martin et Sylvie Trépanier; le représentant publicitaire, Rémi Plourde, la secrétaire France Brûlé ainsi que le directeur Jean-Pierre Pilon vous souhaitent une agréable période des Fêtes.

N'hésitez pas à nous transmettre vos informations le plus tôt possible, soit avant le 6 janvier 1999.

NOUVELLES ADRESSES

Des dizaines d'unités et des centaines d'employés et professeurs sont affectés par les déménagements dus principalement à l'ouverture du pavillon J.-A.-De Sève.

Le Service des comptes étudiants et de la trésorerie sera fermé du 19 au 21 décembre 1998 inclusivement, afin de permettre le déménagement au nouveau pavillon J.-A.-De Sève, rue Sainte-Catherine Est, face au pavillon des Sciences de la gestion. La nouvelle adresse sera le: DS-1110.

Quant au Bureau des diplômés, il est localisé depuis le 23 novembre 1998 au B-1105, au pavillon de Maisonneuve. Téléphone: 987-3098. Télécopieur: 987-8210.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez vous adresser au kiosque de renseignements.

INVITATION AUX RETRAITÉS

Les retraités sont invités à se joindre aux membres de la communauté universitaire lors de la Fête de Noël des gens de l'UQAM. La réception se tiendra en présence de la rectrice, Madame Paule Leduc, le 17 décembre prochain à 16h30.



Appui aux victimes de l'ouragan Mitch

Devant l'ampleur de la catastrophe causée par l'ouragan Mitch dans les pays de l'Amérique centrale, l'ensemble des groupes syndicaux et associations d'employés de l'UQAM, en collaboration avec l'Université, se sont réunis dans une démarche de solidarité. Ainsi, le SEUQAM, le SPUQ, le SCCUQ, l'ACUQAM, l'AENS-UQAM et le SRH/UQAM s'adressent à l'ensemble de la communauté de l'UQAM et sollicitent sa générosité. Avec la collaboration de la Caisse d'économie du personnel de l'UQAM où un compte spécial a été ouvert, on peut faire des dons de la façon suivante et ce, avant le 11 décembre prochain:

- par chèque, libellé «UQAM-Ouragan Mitch» que l'on peut joindre à un bordereau et retourner à la Caisse d'économie, local F-R060;
- en se présentant en personne aux bureaux de la Caisse, au pavillon de Musique (angle Saint-Denis et De Maisonneuve).

À noter que durant la semaine du 7 décembre, une tournée des différentes unités de travail dans les pavillons sera organisée afin de recueillir des dons. Une activité spéciale de sollicitation aura également lieu le 8 décembre.

La totalité des dons reçus sera remise à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale qui verra à sa redistribution auprès des organismes suivants: Cardinal Léger et ses œuvres, OXFAM-Québec, SUCO, Développement et Paix et le CECI. Des reçus pour fins d'impôt seront émis par l'un de ces organismes pour tout montant de 10 \$ et plus.

LETTRE À L'UQAM

Certains collègues ont cru, en lisant rapidement la chronique *Vite lu* dans la livraison du 9 novembre du Journal *L'UQAM*, que j'assumais la responsabilité du colloque *La recherche universitaire et les partenariats*, organisé par la FQPPU, qui aura lieu les 10 et 11 décembre prochains, à l'Hôtel du Parc. Je suis membre du Comité scientifique de ce colloque, avec des collègues de plusieurs autres universités, mais c'est M. Roch Denis, président de la FQPPU et professeur au Département de scien-

ce politique qui en est le maître d'œuvre. Nous comptons sur la présence de nombreux professeurs et professeurs de l'UQAM.

Je vous remercie de votre attention.

Simone Landry, professeure
Département des communications

La force d'être



en groupe

C'est que *vous* en profitez pour votre assurance automobile

Mieux assuré...

Un antidémarrreur VitroPlus;
Un témoin lumineux et le burinage des vitres.

**Antidémarrreur
GRATUIT***

Et en plus

20 % de rabais sur votre prime d'assurance vol.

Montréal : (514) 281-8121 • Québec : (418) 835-6806 • Partout : 1 800 363-6344

* Gratuit pour les véhicules de 1996 et les plus récents, et pour aussi peu que 39,95 \$ (plus taxes) pour les modèles 1995 et antérieurs.

* Cette offre peut prendre fin sans préavis.

Université du Québec à Montréal



La Sécurité, assurances générales

PREMIER EN ASSURANCE DE GROUPE

L'UQAM

Éditeur
La direction du Service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888, Succ. «Centre-ville»
Montréal, Qué., H3C 3P8
Service de l'information interne
Directeur: Jean-Pierre Pilon
Rédaction: service de l'information interne
Tél.: 987-6177
Local J-M330
Adresse électronique:
JOURNAL.UQAM@UQAM.CA
Version W3: <http://www.medias.uqam.ca>
Le service de l'information interne est responsable de la publication de L'UQAM dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.
Publicité:
Rémi Plourde: 987-4043
Secrétaire: France Brûlé 987-6177
Photographies:
J.A.Martin et Sylvie Trépanier
Mise en page:
Services graphiques, SIRP
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

GREF UQAM

Mieux connaître les forêts anciennes

Subventionnée par plusieurs organismes gouvernementaux¹ impliqués dans la gestion des forêts, une équipe de chercheurs du Groupe de recherche en écologie forestière (GREF) de l'UQAM a mis au point un outil d'évaluation qui pourrait s'avérer précieux pour la conservation du réseau de forêts anciennes du Québec. Pour la première fois, des chercheurs s'attaquent à la tâche de comparer des forêts anciennes entre elles², et de le faire sur un bon nombre de forêts. Deux objectifs alimentaient l'équipe: identifier les traits distinctifs des forêts anciennes et mettre au point une méthodologie permettant d'évaluer la valeur de conservation de ces forêts anciennes.

Selon Alain Leduc, professeur associé au département des sciences biologiques, qui a dirigé l'équipe de recherche avec Yves Bergeron, professeur titulaire au même département, une forêt ancienne, c'est «une forêt intègre, composée de vieux arbres et ayant une superficie minimale de deux hectares.» Afin de repérer ce type de sites, l'équipe de recherche, qui a regroupé jusqu'à 15 personnes pendant une période de trois ans, a d'abord visité plus de 6 000 forêts du sud du Québec, pour en retenir un échantillon de 35 suffisamment âgées (entre 120 et 300 ans) et faiblement aménagées.

Trois secteurs du territoire d'étude ont retenu l'attention des chercheurs, soit le secteur environnant la municipalité d'Huntingdon, celui des monts Sutton et Pinnacle et celui de la Beauce. C'est dans le secteur de Huntingdon que l'équipe a observé les forêts les plus âgées, certaines datant vraisemblablement de 1665.

Un outil d'évaluation

Sur la base des résultats de leur analyse, les chercheurs proposent une clé d'évaluation de la valeur de conservation des forêts anciennes qui fait appel à une gamme de critères: âge de la forêt, degré d'aménagement, attraits structuraux, superficie et degré d'exposition à un environnement non forestier, intégrité de ses communautés animales et végétales. À ces critères d'évaluation sont adjoints des indicateurs, associés à des composantes complémentaires. La clé d'interprétation fait appel à une notion de seuil ou de classes, délimitées selon des rangs calculés en pourcentage. Cela fournit

un outil flexible et pondéré, qui peut être ajusté selon les nouvelles connaissances acquises sur les ressources biophysiques d'un territoire.

Les forêts âgées sont-elles naturelles ?

En plus de se démarquer de l'approche classique qui consiste à décrire de façon détaillée une forêt particulière, la recherche s'est heurtée à une difficulté majeure, le phénomène de l'aménagement des forêts et ses effets. Pourtant, vu la vocation agricole du territoire sous étude, les chercheurs espéraient qu'il y subsistait encore des forêts anciennes relativement intactes, puisque bon nombre de forêts avaient été préservées de l'exploitation industrielle. Or «il s'est avéré très difficile de trouver des forêts vieilles et intactes», de constater M. Leduc. Les chercheurs ont même observé que les gros arbres, qui dans la littérature scientifique sont considérés comme un élément typique des forêts anciennes, constituent plutôt une caractéristique des forêts aménagées. Dans le secteur de la Beauce, par exemple, on trouve dans plusieurs vieilles érablières sucrières des arbres de plus de 200 ans. L'analyse des chercheurs a permis de constater que ces forêts sont largement aménagées, car on y a éliminé les espèces compagnes de l'érable, tels le hêtre, la pruche et le bouleau jaune. «La composition simplifiée indique une perte d'intégrité qui est causée par l'aménagement», explique M.

Leduc. Le fait que les arbres morts aient été retirés ou brûlés constitue un autre indicateur de la perte d'intégrité des écosystèmes forestiers.

À l'analyse de la taille, de la hauteur et de la densité des arbres vivants et morts qu'abritent les 35 forêts recensées, s'est ajoutée celle des différentes espèces indicatrices. La flore vasculaire, (les plantes du sous-bois, telles les fougères), les bryophytes (telles les mousses), l'herpétofaune (les petits amphibiens) ainsi que la faune avienne (les oiseaux) n'ont pas échappé à l'examen des chercheurs. Si certaines espèces animales ou végétales manifestent une préférence pour les forêts anciennes, aucune ne semble leur être exclusivement réservée. «Nous n'avons pas observé ce phénomène», constate M. Leduc, et je n'en suis pas surpris.

Un joyau à préserver

La grille proposée par les chercheurs uqamiens pourrait avoir des retombées intéressantes. Un groupe de travail du ministère des Ressources naturelles travaille depuis deux ans à la construction d'une banque de données répertoriant les écosystèmes forestiers exceptionnels (EFE). Il y aurait à ce jour 500 propositions de sites d'EFE. La prochaine étape consistera à vérifier sur le terrain et à juger du caractère exceptionnel ou non de ces forêts. La grille pourrait constituer un des outils permettant



Alain Leduc, professeur associé au département des sciences biologiques, montrant les cernes de croissance d'une pruche dont une partie de la souche a été prélevée dans le cadre de la recherche portant sur les traits distinctifs des forêts anciennes du sud du Québec. Les cernes indiquent que l'arbre, déjà mort lors de la visite des chercheurs, avait près de 250 ans.

d'ordonner les sites sur un axe de conservation et de prioriser les démarches. «Il y a toujours place pour développer un réseau de forêts anciennes», soutient M. Leduc. Car les forêts matures d'aujourd'hui seront les forêts anciennes de demain. Et ce sera un joyau».

1 Ces organismes sont le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (Projet de recherche ex-

ploratoire en environnement), le ministère des Ressources naturelles du Québec, le ministère de l'Environnement du Canada (Plan vert), le ministère des Ressources naturelles du Canada et Parcs Canada. Les sommes investies par ces organismes dans la recherche gravitent autour de 225 000 \$.

2 La recherche portant sur les forêts anciennes se développant sur sites mésiques, soit des forêts qui se développent dans des conditions ni trop humides, ni trop sèches.



Jacques Lafond

La direction de l'UQAM souhaite une bonne fin de session ainsi que ses meilleurs vœux du temps des Fêtes à tous les membres de la communauté universitaire.



UQAM
LA FONDATION

Les dons planifiés : un outil à la mesure de notre solidarité envers les étudiants

Un don en tête aujourd'hui
Demain, des résultats concrets

Bâtir
la tradition

Information:
Danielle Dagenais-Pérusse
Fondation de l'UQAM
987-3000, poste 3094

Formation virtuelle

Naviguer dans l'univers du roman québécois

À compter de janvier prochain, un cours sur le roman québécois, donné par M. Jacques Allard, sera d'abord diffusé sur la chaîne culturelle MF de la Société Radio-Canada pour être ensuite transmis sur Internet¹.

Le cours, intitulé *Le roman du Québec, histoire, thèmes, formes*, fera l'objet de 30 émissions d'une demi-heure chacune et prendra la forme d'entretiens entre un animateur et le professeur Allard. Dès qu'une émission aura été diffusée sur les ondes, la trame sonore deviendra disponible sur un site Web. «Ce cours, de préciser Jacques Allard, vise, à travers un grand balayage historique, idéologique et esthétique, à situer le roman dans l'ensemble de la prose narrative québécoise, depuis *Les Relations* de Jacques Cartier jusqu'à aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'un cours magistral mais d'un exercice de vulgarisation qui, sans nuire à la pédagogie, entend offrir une lecture renouvelée du corpus romanesque québécois».

Comme l'explique Suzanne Lapointe, chargée de projet en matière techno-pédagogique au Décanat des études de premier cycle, «le cours s'adresse à des étudiants de baccalauréat, en littérature bien sûr, mais aussi à des étudiants libres. Des gens de l'étranger pourraient également s'y intéresser. Nous nous attendons à ce que 60 à 100 personnes s'y inscrivent».

Pour Mme Lapointe, qui a travaillé à la conception et à la scénarisation du cours² sur le site Internet, l'objectif de cette formule d'enseignement est d'améliorer l'accessibilité aux connaissances et d'expérimenter de nouvelles approches pédagogiques en tirant profit des technologies. Et les avantages, selon elle, sont nombreux. Ainsi, le professeur peut établir un contact permanent avec les étudiants et ceux-ci sont en mesure d'exprimer plus facilement leurs besoins. Une formule qui favorise aussi l'autonomie, le sens des responsabilités et la liberté d'action quant à la gestion du temps. «L'idéal, ajoute-t-elle, est que les étu-



M. Jacques Allard, professeur au département d'études littéraires.

dants puissent accéder au site à partir de leur domicile. Sinon, ils le feront dans les salles de micro-informatique de l'UQAM».

Il sera possible d'acheminer les travaux et exercices par courrier électronique ou encore par la poste. Tout l'appareil scolaire nécessaire (éléments

contextuels, indications bibliographiques, guide pédagogique, etc.) sera disponible sur le site Internet. Un forum de discussions, en temps réel, est également prévu et tous pourront y participer à leur rythme.

Si Jacques Allard, qui prendra bientôt sa pré-retraite, a décidé de

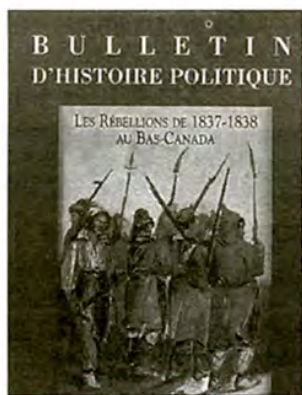
plonger dans cette aventure, c'est essentiellement par goût de la nouveauté et en raison de l'ouverture sur l'étranger que peut offrir cette expérience. Que fera-t-il par la suite ? «On ne s'enfuit pas de l'UQAM. Je resterais professeur associé et je continuerais à diriger des mémoires et des thèses de doctorat, tout en poursuivant mes activités dans le milieu littéraire».

- 1 Ce cours n'est pas le premier à être diffusé sur les ondes de Radio-Canada et sur Internet. Mentionnons, à titre d'exemple, le cours sur l'histoire de l'Égypte ancienne de M. Michel Guay et celui sur l'histoire des sciences de MM. Yves Gingras et Peter Keating.
- 2 Dans la mise en oeuvre de ce projet, Mme Lapointe tient à rappeler le rôle important joué par le Service de l'audiovisuel, le Centre de production multimédia et le Service de l'informatique et des télécommunications.

Titres d'ici

Histoire du Québec

La dernière parution du *Bulletin d'histoire politique* (vol. 7, no 1), que dirige Robert Comeau du département d'histoire, présente un dossier thématique sur «Les rébellions de 1837 et de 1838 au Bas-Canada». Coordonné par Jean-Paul Bernard, professeur à la re-



traite de l'UQAM, ce dossier met en lumière différents aspects de cette affaire qui «n'a pas que laissé des traces dans les esprits». Ainsi, Denyse Beaugrand-Champagne s'intéresse à des comtés électoraux où la population, majoritairement anglophone, s'était montrée sensible aux demandes des Patriotes. Jean-Marie Fecteau, pour sa part, questionne l'historiographie déjà constituée et en appelle à une histoire encore à faire. De son côté, Allan Greer invite à appréhender les rébellions sous l'angle d'un phénomène unique, tenant compte à la fois des épisodes de 37 et de 38, et des révoltes du Bas et du Haut-Canada. Puis, la géopolitique

respective de Papineau, de Parent et de Garneau fait l'objet de la réflexion d'Yvan Lamonde. Enfin, Gilles Laporte examine les liens qu'a tenté de nouer le parti patriote avec le groupe des radicaux en Angleterre. Outre ce dossier, le numéro comprend une série d'articles critiques sur l'ouvrage controversé de Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec*. À noter qu'en éditorial, l'équipe du *Bulletin*, après six ans d'existence, fait le point sur la mission de la revue.

Dialogue interculturel

Ce *Regard féministe d'une vidéaste autour du monde* (Les Cahiers de l'IREF, no 2), c'est tout d'abord un regard de femme, celui que pose Violaine Gagnon sur les multiples rencontres qui ont jalonné l'aventure qu'elle a vécue, caméra au poing, lors de sa participation à *La Course Destination Monde*. Mais c'est aussi le regard des autres sur elle, «l'étrangère», qui lui a parfois fait perdre tous ses points de repères. Inscrivant sa démarche dans une perspective féministe et s'inspirant de recherches anthropologiques sur la représentation de l'Autre, la vidéaste explore, dans cet ouvrage, comment les enjeux et les contraintes qui ont sous-tendu sa relation avec son sujet - les femmes croisées lors de *La Course* - ont agi sur la rencontre, et comment ses représentations vidéos en ont témoigné. En conclusion, différentes façons de favoriser la réalisation du dialogue interculturel sont suggérées. La décision de Mme Gagnon d'utiliser ce voyage entrepris aux quatre coins du globe, pour servir de point d'ancrage à



son mémoire de maîtrise, s'est avérée judicieuse. Elle lui aura permis de produire une oeuvre fort originale qui s'est vu décerner le prix du *Fonds Anita Caron* au concours du meilleur mémoire (1997) réalisé dans le cadre de la concentration de 2^e cycle en études féministes.

Syndicalisme québécois

Acteur majeur de la Révolution tranquille durant les années 1960, partisan d'une transformation révolutionnaire de la société durant la décennie suivante, le mouvement syndical au Québec est-il toujours animé par une volonté de changement social ? En prônant et en pratiquant un syndicalisme de concertation et de partenariat avec l'État et le patronat, demeure-t-il fidèle aux idéaux qui l'habitent depuis sa naissance ? Voilà autant de questions auxquelles tente de répondre Jean-Marc Pottie, professeur en science politique, dans son dernier ou-

vrage, *Du combat au partenariat. Interventions critiques sur le syndicalisme québécois*. Paru aux éditions Nota Bene, ce livre reconstitue la trajectoire du mouvement au cours des 25 dernières années.

Pour Jean-Marc Pottie, «la politique de partenariat a été lancée, sans être mise en relation avec le syndicalisme de combat qui l'avait précédée, comme si elle correspondait à une nouvelle conjoncture, sans aucun rapport avec la précédente». Pourtant, ajoute-t-il dans le texte de présentation, les syndiqués ont critiqué la vision élitiste et technocratique de leurs dirigeants et exigé qu'ils reprennent en charge leurs revendications. «Les représentés, souligne l'auteur, n'ont

pas toujours raison, mais les dirigeants n'ont jamais raison contre ou sans eux».



YUL
FLEURISTE

**FLEURS - PLANTES
CADEAUX**

1741 St-Denis

Tél.: (514) 842-4779

Fax.: (514) 842-7789

Sciences mathématiques

L'ISM a le vent dans les voiles

L'Institut des sciences mathématiques (ISM), un consortium de six universités¹ dont le siège permanent est dorénavant situé à l'UQAM, a vu sa base de financement² être augmentée de manière substantielle par le ministère de l'Éducation! La subvention accordée par le MEQ est en effet passée de 125 000 \$ par année pour la période 1995-1998, à 210 000 \$ par année pour la période 1998-2001. Une nouvelle dont François Lalonde, professeur au département de mathématiques et directeur de l'Institut, ne peut que se réjouir. En effet, a-t-il tenu à souligner, «un tel montant, en sciences mathématiques, correspond facilement à un budget de deux ou trois millions en chimie ou en biologie, domaines où il y a beaucoup plus d'expérimentations, de techniciens à embaucher, etc.»

Une École graduée unifiée

Cette réponse favorable du ministère est toutefois loin d'être fortuite. En effet, l'ISM, de l'avis même de la Commission des universités sur les

programmes (CUP)³, représente un modèle à suivre pour les autres départements ou facultés car il constitue «une formidable structure de concertation aux cycles supérieurs». C'est en 1991, faut-il le rappeler, que les quatre universités montréalaises se sont regroupées dans le but de créer une véritable école graduée - maîtrise, doctorat, post-doctorat - unifiée à Montréal en sciences mathématiques. «Pour cela, dira M. Lalonde, il fallait mettre en place toute une série de mesures en vue d'atteindre une masse critique qui ferait de Montréal et du Québec un pôle d'excellence en Amérique sur le plan de la formation et de la recherche en mathématiques. Avec un tel regroupement des ressources matérielles et intellectuelles, il n'y aurait plus de raisons d'envoyer systématiquement nos étudiants les plus forts à l'étranger.»

Sept ans plus tard, l'ISM a fait la preuve de son dynamisme. Parmi ses réalisations, on compte, notamment, la coordination des cours de cycles supérieurs et des séminaires offerts



M. François Lalonde, directeur de l'ISM et professeur au département de mathématiques, en compagnie de la coordonnatrice de l'Institut, Mme Alexandra Haedrich.

par les quatre universités montréalaises; l'établissement de dix programmes de recherche scientifique auxquels participent de nombreux chercheurs sans égard à leur université d'attache;

l'organisation d'un colloque hebdomadaire où sont invitées des sommités venues des quatre coins du globe; la mise sur pied d'un programme de bourses pour les étudiants gradués et les stagiaires post-doctoraux; la tenue d'un colloque étudiant pan-québécois et la rationalisation des abonnements aux périodiques. Enfin, depuis septembre dernier, avec l'adhésion des universités de Sherbrooke et Laval, l'ISM rassemble toutes les universités québécoises offrant des programmes de doctorat en mathématiques.

Les projets

Le financement accru du MEQ pour les trois prochaines années devrait, selon M. Lalonde, faciliter l'intégration des deux nouvelles universités membres, tout en permettant à l'Institut d'élargir son éventail d'activités. Ainsi, l'ISM entend élaborer un programme de liaison cégeps-universités afin que les professeurs de niveau collégial puissent se familiariser avec les développements récents de la

recherche en mathématiques. De plus, l'Institut envisage mettre en place un programme de stages dans l'industrie sur la base de collaborations entre les universités membres et le milieu. En outre, l'ISM prévoit organiser, conjointement avec le Centre de recherches mathématiques de l'UdeM, des cours intensifs et des ateliers (*workshops*) où les étudiants pourront côtoyer des spécialistes de renommée mondiale oeuvrant dans des domaines particulièrement novateurs. Enfin, tel que le recommandait la CUP, un nouveau projet-pilote de coordination des cours avancés du baccalauréat entre l'UdeM et l'UQAM devrait voir le jour dès l'an prochain. Ces projets, de conclure M. Lalonde, permettront à l'ISM d'assurer un meilleur arrimage de la formation supérieure en mathématiques au Québec, et ce à tous les niveaux. Bref, l'actuel directeur, qui en est à sa troisième année à la tête de l'ISM et dont le mandat a été prolongé jusqu'en juin 2000, n'aura guère le temps de chômer d'ici là...!

- 1 Concordia, Laval, McGill, Sherbrooke, UdeM et UQAM.
- 2 L'ISM est financé directement par le MEQ et aussi par les directions des six universités membres, auxquelles s'ajoutent les subventions de recherche du CRSNG et du FCAR obtenues par les professeurs participants. Au total, l'Institut dispose d'un budget annuel d'environ 650 000 \$.
- 3 Voir à ce sujet le cinquième rapport de la Commission des universités sur les programmes (CUP) portant sur les programmes de physique, de mathématiques et d'informatique.

Un nouvel institut de formation dans le domaine du transport

Un Institut de formation en gestion du transport et de la logistique vient d'être créé, à l'initiative du milieu, en vue de mettre sur pied des programmes d'enseignement continu et de veille technologique tenant compte à la fois des multiples transformations, et des besoins nouveaux, propres à l'industrie du transport des personnes et des marchandises. Précisons d'emblée que le Conseil d'administration de cet organisme est formé de 13 représentants des divers secteurs de l'industrie du transport, des gouvernements, des collèges et des universités, dont l'UQAM. Bénéficiant de l'appui

officiel et de la participation de l'École des sciences de la gestion, l'Institut visera à rendre l'industrie québécoise du transport plus concurrentielle, en favorisant, notamment: la formation de gestionnaires; la collecte, le développement et la diffusion des connaissances; la tenue de colloques, de cours, et de séminaires; l'accroissement des échanges entre les institutions d'éducation et l'industrie du transport.

Selon les données de l'Institut, l'activité reliée à la logistique représente, à l'échelle québécoise, une valeur ajoutée annuelle de près de 14 milliards de dollars. On compte près de

30 000 entreprises de transport et de distribution, 7 200 transporteurs québécois ainsi que 3 800 transporteurs étrangers, lesquels emploient plus de 70 000 personnes. Or, si la gestion de ces activités (qui représentent 7,5 % du PIB canadien!) exige une main-d'oeuvre de plus en plus qualifiée, il semble que la formation, à ce jour, ne prenne pas suffisamment en compte les quatre modes de transport, tout en souffrant d'un grave problème de continuité, lacunes que la mise sur pied de ce nouvel Institut devrait permettre de combler.



Dans l'ordre habituel, M. Louis Joncas, secrétaire de l'Institut et directeur de la logistique chez UAP, Mme Florence Junca-Adenot, vice-présidente et PDG de l'Agence métropolitaine de transport, M. Liguori Hinse, président du CA de l'Institut et PDG de la Société des traversiers du Québec, M. Jacques Brassard, ministre des Transports du Québec et parrain de l'Institut, la rectrice de l'UQAM, Mme Paule Leduc, ainsi que Mme Danielle Desbiens et M. Jacques Roy, professeurs au DSA de l'Université et membres du CA de l'Institut.

Un emploi d'été dans une autre province canadienne ?

Le Programme d'échange inter-provincial d'emplois d'été pour étudiants de niveau universitaire lance sa 30^e édition. Près de 120 étudiants pourront, entre le 18 mai et le 13 août prochains, améliorer leur connaissance de l'anglais, obtenir un emploi d'été relié à leur domaine d'études dans l'administration publique d'une des provinces participantes, tout en vivant dans un contexte social et culturel différent. Depuis sa création en 1970, plus de 3 800 étudiants du Québec ont participé à ce programme.

Les emplois offerts couvrent une large gamme de disciplines universitaires et impliquent différents niveaux de connaissance de l'anglais. Le salaire, qui varie en général entre 7 \$ et 9 \$ l'heure, est négocié avec les

provinces participantes qui outre le Québec, comptent l'Alberta, l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario. Le Programme est sous la responsabilité de la Direction du Placement étudiant du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie.

La période d'inscription prendra fin le 25 janvier 1999. Les formulaires d'inscription et tous les détails concernant les conditions d'admissibilité sont disponibles à la section Aide à la recherche d'emploi des Services à la vie étudiante, Pavillon De Sève, DS-2330; téléphone : 987-3000 poste 7714.

Atlas électronique du Québec

Un nouveau site pour traiter l'information économique

Monsieur Sylvain Lefebvre, professeur associé¹ au département de géographie, obtenait récemment une subvention stratégique du CRSH afin de développer un agenda de recherche concernant le traitement de l'information géographique en économie locale et régionale. M. Lefebvre, qui agit à titre de coordonnateur du comité scientifique de l'Atlas électronique du Québec, possède une expertise sur les indicateurs socio-économiques et leur représentation cartographique sur le site Internet existant. Il aura la responsabilité de coordonner les travaux visant à établir et maintenir un site Extranet pour les besoins de l'équipe qui oeuvre à la constitution de l'Atlas électronique².

Rappelons que cet Atlas est un projet de longue haleine visant à doter le Québec d'une grille-maîtresse de représentation et d'appréhension de son territoire. Il permettra de dégager les tendances lourdes qui président à l'évolution du territoire et les mettra à la disposition des acteurs sociaux engagés dans la planification et le développement.

La mise en place, d'un site électronique Extranet, explique M. Lefebvre, permettra de structurer les informations tout au long du projet et d'intensifier les échanges de documents entre les membres de l'équipe et du réseau élargi des chercheurs et utilisateurs. «Ce site, ajoute-t-il, exclusif aux membres de l'équipe, aura l'avantage de tester et de présenter des formes de traitement de l'information économique sur une base cartographique électronique». Il s'agit donc d'un outil de travail qui interpelle et accompagne la capacité de regroupements de chercheurs de s'adapter aux nouvelles technologies de l'information. À ce propos, M. Lefebvre souligne que si l'incidence nette d'un tel outil est significative pour les géographes, les économistes et les acteurs locaux et régionaux, elle s'avère également transférable à d'autres



M. Sylvain Lefebvre, professeur associé au département de géographie.

champs disciplinaires tout aussi intéressés par le territoire et l'information le concernant (science politique, sociologie, démographie, environnement, etc.).

Sylvain Lefebvre, qui a réalisé des études post-doctorales à l'UQAM en études urbaines, travaille aussi à d'autres projets de recherche aussi variés qu'originaux: des études consis-

tant, notamment, à dresser un profil de la clientèle fréquentant le site du Grand Prix de Formule 1 de Montréal, à établir l'impact socio-culturel d'un nouveau stade de baseball pour les Expos de Montréal, ou encore une recherche exhaustive sur l'opportunité d'une intervention «zone franche» sur le site aéroportuaire de Mirabel, etc.

«Ici, à l'UQAM, je reçois beaucoup d'appuis. Mes collègues réalisent que je fais double ou triple emploi (chercheur, chargé de cours, encadrement d'étudiants gradués). C'est un peu ça l'avenir du travail pour les gradués du doctorat. On doit attendre deux, trois, cinq ans, peut-être même davantage, avant d'avoir un poste permanent. Dans l'intervalle, le statut de professeur associé peut être un bon tremplin pour obtenir un poste de professeur régulier. Ça permet de faire valoir ses capacités et ses idées. Les collègues me regardent aller et se disent: Tiens! Le p'tit prof associé fait ses preuves!».

1 Le statut de professeur associé désigne une personne qui contribue à des acti-

tivités de recherche ou de création pour lesquelles elle peut demander des subventions. Elle peut aussi contribuer à des activités d'encadrement des étudiants de deuxième ou troisième cycles dans la réalisation de leurs travaux de recherche. Enfin, elle n'est pas à l'emploi de l'UQAM et, par conséquent, ne bénéficie d'aucun des droits reconnus à la convention collective.

2 Depuis près de trois ans, un réseau interuniversitaire formé de géographes, d'économistes, de démographes, de géomaticiens, de didacticiens et de gestionnaires de banques de données (près de 70 chercheurs) s'est structuré autour de la constitution d'un Atlas national électronique pour le Québec (<http://www.unites.uqam.ca/atlasquebec/>).

UQAM verte

Consultation publique sur une politique environnementale

La communauté uqamienne est invitée à participer, le 3 février prochain, à une journée de consultation publique visant à doter l'Université d'une politique environnementale. Tous les membres de l'UQAM, étudiants, enseignants et employés, pourront présenter aux commissaires leurs opinions ou commentaires sur différents aspects d'une politique de gestion environnementale qui s'appliquerait au sein de l'Université.

Cette large consultation s'inscrit dans le projet UQAM verte, une initiative du Groupe de recherche d'intérêt public (GRIP) Québec UQAM¹, élaboré en collaboration avec des membres de l'Institut des sciences de l'environnement (ISE). Le comité UQAM verte regroupe des membres du GRIP Québec UQAM, des étudiants à la maîtrise en sciences de l'environnement et membres de l'ISE, ainsi qu'un professeur de l'École des sciences de la gestion.

Un énoncé de politique

Conscient de la nécessité de systématiser les efforts et initiatives en matière d'environnement, le comité UQAM verte a rédigé un Énoncé de politique relative à l'environnement dans une perspective de développement viable. L'énoncé proposé par le comité s'articule autour de cinq principes directeurs. D'abord, le respect de la vie dans sa diversité, ce qui implique le respect des écosystèmes naturels dans toutes les activités

de formation, de recherche, de gestion et d'aménagement du territoire. La responsabilité et l'éthique guident également l'énoncé qui précise que l'UQAM s'engage à favoriser une attitude de solidarité, d'équité, de générosité et d'écocivisme, ainsi que la transparence et le partenariat. Finalement, l'éducation qui s'insère dans une vision globale de l'environnement et une gestion reposant sur des principes d'économie, de pérennité et de démocratie, le tout assujéti aux règles de l'amélioration continue, voilà ce qui balise l'énoncé.

«Le leadership de l'UQAM en environnement est largement reconnu. L'Université offre une formation de qualité en ce domaine, reconnaît Sylvie Gougeon, coordonnatrice du GRIP Québec UQAM et membre du comité. Mais il faut aussi être conséquent avec cette formation. Une politique environnementale, c'est plus que la récupération du papier, ça touche à la gestion du verre, des plastiques, de l'aluminium, des déchets dangereux, à l'économie d'énergie, à la qualité de l'air qui circule dans l'Université..., ça nécessite des équipements».

«L'UQAM a un rôle de leadership à jouer, renchérit le professeur de management environnemental Daniel Clapin-Pépin, du département des sciences comptables, «et elle doit se distinguer des autres universités». Et de rajouter Mme Gougeon: «Ce qu'on fait pour les questions sociales, il faut

faire de même en environnement et en santé».

Selon l'énoncé, la Politique d'ensemble adoptée s'appliquerait à l'ensemble des groupes composant l'Université, ainsi qu'à ses partenaires, actuels et à venir, dans leurs relations avec l'UQAM. Elle serait sous la responsabilité du rectorat. Un comité relevant de la haute direction aurait, entre autres responsabilités, celles d'assurer la mise en oeuvre de la Politique, de créer et de gérer un fonds environnemental de l'UQAM, dans une optique d'autofinancement, ainsi que d'engager les démarches en vue de l'obtention de la certification environnementale internationale ISO 14 000.

Comment participer à la consultation?

Les personnes ou groupes qui désirent participer à la consultation du 3 février peuvent faire leurs commentaires et présentations par écrit, sur support audiovisuel ou de façon verbale. Les présentations écrites, de même que les avis d'intention de faire une présentation verbale, devront être acheminés au GRIP avant le 22 décembre, afin que les commissaires puissent en prendre connaissance avant la journée de consultation.

La consultation se déroulera sous la présidence d'honneur d'André Beauchamp, qui a dirigé le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de 1983 à 1987. Les



Quelques-uns des membres du comité UQAM verte: à l'avant-plan, Fannie Joubert, étudiante à la maîtrise en sciences de l'environnement et membre de l'ISE; à l'arrière-plan, dans l'ordre habituel, Daniel Clapin-Pépin, professeur de management environnemental à l'École des sciences de la gestion; Sarah Qualman, étudiante à la maîtrise en sciences de l'environnement et stagiaire pour le projet UQAM verte; Robin Poirier, étudiant à la maîtrise en sciences de l'environnement et membre de l'ISE et Sylvie Gougeon, coordonnatrice du GRIP Québec UQAM.

personnes qui siègeront à titre de commissaires lors de la journée de consultation publique sont les membres du comité UQAM verte ainsi qu'un professeur de l'ISE.

Pour de plus amples informations, composez le 987-3000 poste 4077; courriel: grip@uqam.ca.

1 Le GRIP Québec UQAM est en place depuis janvier 1994. Cet organisme à but non lucratif, géré et financé par les étu-

dants, œuvre dans les domaines de la recherche, de l'éducation et de l'action sur des questions sociales et environnementales. Près de 200 GRIP ont déjà vu le jour en Amérique du Nord, dont quatre sections au Québec: UdeM, McGill, Concordia et UQAM.

Sur l'internet:
www.er.uqam.ca/nobel/grip

...Néandertal (suite de la page 1)



M. Serge Lebel, professeur associé au département des sciences de la terre.

pas des chasseurs très actifs et étaient peu organisés socialement. Or, tout en restant prudent - «ça va prendre plus que le Bau pour tout savoir sur l'Homme de Néandertal!» -, le professeur Lebel constate qu'il faudrait peut-être réviser certaines idées reçues.

En effet, les différentes couches de sédiments et les divers niveaux anthropiques superposés, riches en matériel archéologique et distants dans le temps, que l'équipe de M. Lebel a dégagés au Bau de l'Aubésier, semblent favoriser de nouvelles interprétations du vécu néandertal. Ainsi, on a remarqué, parmi les restes de mammifères, une forte occurrence du cheval et de l'aurochs, ce qui tendrait à démontrer que les néandertaliens chassaient selon une certaine stratégie plutôt qu'au gré des aléas. De plus, certains os ont été brûlés à de très hautes températures ce qui suggérerait une plus grande maîtrise du feu qu'on ne l'avait envisagée jusqu'alors pour l'Homme de Néandertal. Enfin, non seulement il apparaît que la grotte du Bau avait un caractère de «revenez-y» pour les néandertaliens (on y a retrouvé des matières premières comme du silex qui provenait de régions situées à 25-30 km de l'abri), mais encore, certains niveaux ont conservé de manière exceptionnelle des os servant d'outils sur lesquels on distingue très nettement des traces de raclage. Or, on pensait jusqu'à ce jour que l'Homme de Néandertal ne travaillait que la pierre! «C'est en cours d'étude actuellement, mais si cela se confirme, ça va faire péter les plombs!», de dire le professeur Lebel qui ne cache pas son enthousiasme.

Dix ans de fouilles

Il importe de savoir qu'avant d'en arriver là, M. Lebel et son équipe ont travaillé ferme sur ce site qui avait été découvert en 1901, mais abandonné ensuite sans qu'un véritable travail de recherche ait été mené. C'est en 1987 que M. Lebel obtiendra ses premières subventions² et surtout, après moult péripéties, les autorisations nécessaires pour diriger une équipe en vue d'entreprendre des fouilles dans cette grotte monumentale. «Au départ, je trouvais le site difficile d'accès, loin des routes. Mais, mon optimisme a pris le dessus. Les premières années, ce fût difficile.

[...] On n'avait pas les bons outils, le sol était très dur, etc. Sauf que j'ai continué à gratter dans des secteurs où personne n'avait fouillé auparavant». Les années qui allaient suivre furent effectivement fertiles en découvertes, dont notamment des foyers et des surfaces d'habitation trouvées dans des niveaux allant de 40 000 à 200 000 ans d'âge, riches en objets archéologiques et présentant des caractéristiques uniques au monde.

Une valeur pédagogique

Au début de ses travaux, dans cette région du Sud-Est de la France, M. Lebel a rencontré la méfiance des habitants qui le considéraient, lui et son équipe, un peu comme des «pilleurs». Il a donc commencé à donner des conférences publiques dans les villages, a organisé des visites sur le site, etc. Mais ce n'est pas là le seul bénéfice pédagogique direct de l'aventure. En effet le site du Bau de l'Aubésier fait aussi l'objet de l'École de fouilles de l'UQAM qui accueille chaque été une vingtaine ou plus de stagiaires, provenant de différentes universités, afin de leur permettre de s'initier aux rudiments du travail sur le terrain³. À noter que c'est autour du mois de mai prochain que la prochaine mission débutera. Une histoire à suivre...

- 1 Les néandertaliens ont vécu de 200 000 à 35 000 ans avant notre ère. De petite taille (environ 1,65 m), trapus et dotés d'un crâne volumineux, le front large et saillant, présentant une robustesse générale au niveau des articulations, ils ont côtoyé, pendant un certain temps, *homo sapiens sapiens*, notre ancêtre. Leur disparition demeure, encore aujourd'hui, une véritable énigme pour les paléanthropologues.
- 2 Depuis dix années consécutives, M. Lebel a obtenu des subventions totalisant 430 000 \$ du CRSH du Canada, dont 120 000 \$ pour la période 1998-2001. Il a également obtenu d'autres appuis financiers, entre autres, ceux du ministère de la Culture et de la Communication de France, du Conseil Général de Vaucluse, de l'UQAM (25 000 \$ pour les stages), de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.
- 3 Les étudiants intéressés à poser leur candidature peuvent le faire dès maintenant. Pour informations, on communique avec le département des sciences de la terre au 987-3000 poste 4194.

...Effet de serre (suite de la page 1)

des personnes et des marchandises. L'originalité de la recherche réside dans la démarche utilisée. D'une part, une démarche analytique qui tient compte des facteurs environnementaux, technico-économiques ainsi que sociaux et, d'autre part, une démarche «résolutive», fondée sur l'impératif du développement durable qui permet d'apporter des solutions réalistes. Les chercheurs ont tenté d'harmoniser les exigences de la protection de l'environnement avec celles du développement économique et social.

Des outils de gestion

Afin d'atteindre une réduction des gaz, l'ouvrage suggère des outils de gestion d'ordre juridique, économique, technique, organisationnel et éducatif. Comme le soulignent MM. Prades et Waaub, diverses interventions sont possibles dans le système de transport terrestre: programmes obligatoires d'inspection et d'entretien des véhicules; normes de gestion de la circulation; taxe environnementale progressive et flexible; autobus électriques ou au gaz naturel; utilisation de

bio-carburants; subventions en faveur de formes d'énergie et de technologies alternatives, etc. «Nous devons accélérer le processus des innovations technologiques et énergétiques, tout en évoluant vers des consensus sociaux impliquant divers acteurs des secteurs privé, public, universitaire ou associatif». Toutefois, des obstacles devront être surmontés. Ainsi, «la société québécoise, précise M. Waaub, n'est pas encore assez consciente des liens concrets existant entre les gestes posés au quotidien et les effets polluants. D'où l'importance d'investir dans l'éducation à l'environnement pour changer les mentalités».

Sylvie Trépanier



MM. José Prades et Jean-Philippe Waaub, chercheurs au Groupe de recherche interdisciplinaire en gestion de l'environnement (GREIGE-UQAM).

- 1 L'ouvrage a été produit sous la responsabilité du GREIGE (UQAM), du Groupe d'étude et de recherche en analyse des décisions (GERAD) et des HEC. L'étude à l'origine de cet ouvrage a été rendue possible grâce à la contribution financière des ministères fédéraux suivants: Environnement, Ressources naturelles, ainsi que Travaux publics et Services gouvernementaux. À noter aussi la contribution du ministère québécois de l'Environnement et de la Faune.
- 2 Même si le Québec est la région ciblée par l'étude, la démarche d'ensemble est applicable à d'autres régions.

...J-Claude Robert (suite de la page 1)

événements historiques. Malheureusement, leur signification n'est pas analysée suffisamment en profondeur».

La mission de l'historien

Sans nier, bien sûr, la nécessité de mener des travaux pointus en histoire, Jean-Claude Robert accorde une grande importance à l'oeuvre de vulgarisation. «L'historien, explique-t-il, a une responsabilité sociale qui consiste à sortir les connaissances des cercles d'initiés et à rapprocher l'histoire de la population». Ce souci de vulgarisation l'a conduit, notamment, à donner des conférences, à participer à des émissions de télévision et, surtout, à collaborer à la production d'ouvrages de référence comme les Atlas historiques du Canada et de Montréal, le *Dictionnaire biographique du Canada* et, évidemment, *l'Histoire du Québec contemporain*. Des ouvrages de base, donc, reconnus pour leurs remarquables qualités didactiques et s'adressant aussi bien à un large public qu'aux spécialistes des sciences humaines. «On fait une meilleure histoire, précise-t-il, quand on a de bons instruments de référence».

Recherches et débats

L'histoire du Québec contemporain, souligne le professeur Robert, n'aurait pu voir le jour sans la centaine de mémoires et de thèses qui ont été produits au cours des années 60. «Au Québec, ajoute-t-il, la tradition de recherche en histoire est jeune, mais elle repose sur des bases solides. En fait, elle s'est développée à partir des années 70, soit dans une période qui a connu une explosion du nombre d'historiens».

Aujourd'hui, de nombreux débats agitent le monde de la recherche en histoire. Après que les historiens aient été interpellés par les travaux sur les récits littéraires - «après tout, nous aussi nous racontons des récits» - on assisterait maintenant, avec le retour du culturel et de l'instance politique, à une remise en question des grands paradigmes de l'École des Annales². «Cela permet, à son avis, de rénover les approches et de poser de nouvelles questions concernant les dimensions économiques et sociales de l'histoire». Par ailleurs, M. Robert soutient que certains aspects de l'his-

toire du Québec mériteraient d'être étudiés plus à fond. Ainsi, l'agriculture et le phénomène religieux représentent, à ses yeux, deux domaines négligés. «Pourquoi ces deux piliers ont-ils été évacués de notre conscience collective alors que dans notre évolution ils constituent, peut-être, une sorte de chaînon manquant qui pourrait aider à expliquer l'imaginaire québécois?».

Quand Jean-Claude Robert porte un regard sur ses réalisations, ce dont il retire le plus de fierté c'est d'avoir participé à la mise en place, au Québec, d'une tradition universitaire en histoire, et ce tant en matière de recherche que de formation des étudiants. «Mais, conclut-il, nous devons assurer une relève pour les dix prochaines années afin que les acquis ne se perdent pas».

- 1 Depuis ses débuts, il y a 116 ans, la Société royale est perçue comme une force pour l'enrichissement, l'interprétation et l'accroissement du patrimoine intellectuel du Canada. Elle se démarque de la plupart des sociétés savantes et associations scientifiques par le fait qu'elle intègre une large palette de disciplines. Elle a pour mission de promouvoir et d'enrichir le savoir et la recherche dans les arts, les lettres et les sciences. Signalons que M. Jean-Claude Robert est membre de cette Société.
- 2 Selon l'historien français Paul Veyne, l'École des Annales a produit, entre autres, des études d'histoire quantitative (économie et démographie), ainsi que des études d'histoire des mentalités, des valeurs et de sociologie historique.

Éléments de parcours

Après avoir enseigné à des élèves du secondaire V et travaillé comme responsable culturel au Cégep de Joliette, Jean-Claude Robert fait ses études de doctorat à l'École des Hautes études en sciences sociales à Paris, de 1971 à 1977. Influencé alors par la tradition historiographique de l'École française des Annales, il s'intéresse, notamment, aux phénomènes démographiques et aux relations villes-

campagnes. En 1972, il publie son premier article consacré à la fondation de la ville de Joliette et, en 1975, au moment où il commence à enseigner l'histoire à l'UQAM, paraît son premier ouvrage, *Du Canada-français au Québec libre*, «pour expliquer aux Français l'histoire du Québec».

Galerie de l'UQAM

Pleins feux sur les étudiants

Du 10 au 20 décembre, la Galerie invite la communauté universitaire et le grand public à découvrir un large éventail de travaux réalisés par des étudiants du premier cycle en arts visuels. Intitulée *Automne 1998*, cette exposition réunira une diversité d'œuvres - photographies, installations, tableaux, estampes et sculptures - ayant préalablement fait l'objet d'une sélection par un jury composé de professeurs et de chargés de cours. À noter que lors du vernissage, qui aura lieu le 9 décembre prochain, le *Prix Hubert-Rousseau* ainsi que les bourses de la Fondation McAbbie seront décernés à des étudiants dans le but de souligner l'excellence de leurs projets. Enfin, soulignons que la Galerie présentera, dans sa petite salle, un projet hors-concours regroupant plus d'une centaine de sculptures conçues par des étudiants de l'UQAM inscrits aux cours de Sculpture I. Cette seconde exposition, ayant pour titre *L'outil*, permettra à l'amateur d'ap-



Viviane Myette, étudiante en arts.

précier des approches pédagogiques et thématiques particulières en matière de création sculpturale.

La Galerie de l'UQAM est située à la salle J-R120 du pavillon Judith-Jasmin, au 1400 rue Berri. Exceptionnellement, elle sera ouverte au public tous les jours, de midi à 18 heures.

Zoom sur Borduas photographe

Jusqu'au 12 janvier prochain, la Bibliothèque nationale du Québec (1700, rue Saint-Denis) présente l'exposition *Paul-Émile Borduas photographe - Un regard sur Percé, été 1938*. Conçue et préparée par Raymond Montpetit et Gilles Lapointe, professeurs au département d'histoire de l'art, cette exposition réunit 50 photographies, en noir et blanc, sélectionnées à partir d'un corpus qui en comporte presque 800¹.

À l'été 1938, dix ans avant la parution de *Refus global*, à un moment où il commence tout juste à émerger comme peintre, Borduas réalise une série de photos des paysages côtiers et intérieurs de la région gaspésienne, et de Percé en particulier. Comme l'expliquent les deux commissaires de l'exposition, cette recherche photographique s'inscrit dans le cadre d'une vaste enquête, commandée alors par l'État québécois, sur les arts domestiques, l'artisanat et le tourisme. Mais l'artiste détournera, en partie du moins, les objectifs imposés par cette enquête. «Il s'agit, précise M. Montpetit, d'une expérience unique qui représente un aparté dans la vie de Borduas puisque celui-ci, après 1938, ne prati-



MM. Raymond Montpetit et Gilles Lapointe, professeurs au département d'histoire de l'art.

quera plus le médium photographique». À cette époque, ajoute M. Lapointe, Borduas se sent frustré comme peintre. «Il travaille 40 heures par semaine à enseigner et la photographie prend alors la place de la peinture qu'il ne pouvait faire à ce moment-là. Comme si l'artiste avait reporté sur l'enquête photographique une partie de ses ambitions de peintre».

Les deux professeurs ont choisi de retenir des photos où l'on peut voir à l'oeuvre le regard de l'artiste. L'objet de sa recherche, avant d'être photographique, est proprement pictural. En photographiant les beautés naturelles de la région, soulignent-ils, Borduas s'est livré à une quête esthétique. Dans les études de paysage, il accorde une importance à la composition, au point de vue, au cadrage, aux contrastes de textures, aux équilibres formels et aux jeux de lumière. Il tente de capter la géographie physique dans une géométrie, dans un jeu de lignes et de perspectives. La mer, la nature, le sol figurent parmi les acteurs principaux. «D'ailleurs, ajoute M. Montpetit, Borduas n'a pas voulu jouer à l'ethnologie. Ainsi, les hommes sont tenus à distance et on ne retrouve pas de portraits pittoresques des habitants de la région ou de portraits psychologiques».

Dans un livre publié chez Fides, qui accompagne l'exposition, les commissaires appellent que ce travail de l'été 1938 aura peut-être été un facteur déclencheur poussant le peintre à explorer de nouveaux horizons. «Précédant de peu la rencontre de Borduas avec le surréalisme et l'automatisme, les photos de 1938 apparaissent comme un de ces lieux secrets qui a gardé trace, à la manière d'un négatif, d'un profond travail sur soi». Des photos qui, en quelque sorte, «annoncent les formes nouvelles, plus intérieures et subjectives, autour desquelles le peintre orientera sa recherche picturale». Borduas, concluent-ils, n'a jamais revendiqué pour lui-même le titre de photographe. Longtemps considérée comme un art mineur face aux arts «nobles» que sont la peinture, la sculpture ou le théâtre, la photographie est pourtant parvenue à acquérir au fil des ans une reconnaissance que personne aujourd'hui ne songe à contester.

¹ Soulignons que cette exposition a d'abord été présentée l'été dernier à Percé. Elle sera à Bonaventure en février prochain et à Saint-Anne-des-Monts à l'été 1999.

Exploit en design graphique

Médaille d'argent lors de la Biennale de Mexico



phisme à l'échelle mondiale, a décerné dernièrement une médaille d'argent à l'étudiant Nicolas Boissy, pour son affiche «Dis-moi papa, pourquoi le ciel bleu est gris ? Tais-toi je travaille!». Signalons que c'est la première fois qu'un représentant de l'UQAM mérite un tel honneur. En outre, que le récipiendaire soit un étudiant relève de l'exploit. C'est dans la catégorie «Tolérance et respect de la vie sur la planète» que l'affiche de M. Boissy a mérité les honneurs.



Le jury international de la très prestigieuse Biennale de l'affiche de Mexico, qui honore les plus grands artistes du gra-

Notons que le jury décerne un total de 12 prix, soit l'or, l'argent et le bronze dans quatre catégories. La rectrice, Paule Leduc, a souligné cet événement exceptionnel et a félicité l'étudiant qui a terminé ses études en design graphique en mai dernier. M. Boissy travaille actuellement à temps plein comme designer graphiste au bureau de design Le Studio DB membre de Desjardins Bibeau.

Le magnifique catalogue de la Biennale 1998 reproduit 300 affiches sélectionnées parmi les quelque 3 500 provenant de tous les pays. Mentionnons qu'on y retrouve les affiches de 18 étudiants, de deux professeurs et d'un ex-étudiant de l'UQAM. Ces œuvres se sont donc retrouvées en compétition dans les quatre catégories.

Le Canada à votre main!

www.altavistacanadien.com

AltaVista du Canada.
Le moteur de recherche canadien le plus puissant.

Présenté par TELUS